# 8350/19

### ASSEMBLÉE NATIONALE

SÉNAT

QUINZIÈME LÉGISLATURE

**SESSION ORDINAIRE DE 2018/2019** 

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale le 02 mai 2019 Enregistré à la Présidence du Sénat le 02 mai 2019

# TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

# PAR LE GOUVERNEMENT, À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs Nomination de Mme Katrin TRUVE, membre titulaire pour l'Estonie, en remplacement de Mme Helo TAMME, démissionnaire

E 14000



Bruxelles, le 25 avril 2019 (OR. en)

8350/19

**SOC 295 EMPL 215** 

#### **NOTE POINT "I/A"**

| Origine:      | Secrétariat général du Conseil   |  |  |
|---------------|--|--|--|
| Destinataire: | Comité des représentants permanents/Conseil  |  |  |
| Objet:        | Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs  |  |  |
|               | Nomination de M <sup>me</sup> Katrin TRUVE, membre titulaire pour l'Estonie, en remplacement de M <sup>me</sup> Helo TAMME, démissionnaire |  |  |

- 1. <u>Le Secrétariat général du Conseil</u> a été informé de la démission de M<sup>me</sup> Helo TAMME, membre titulaire du comité cité en objet dans la catégorie des représentants des organisations des employeurs (pour l'Estonie).
- 2. En vertu de l'article 24 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union, les membres titulaires et les membres suppléants sont nommés par le Conseil.

8350/19 ms 1

LIFE.1.C FR

3. Conformément à la procédure habituelle, le gouvernement estonien a présenté la candidature suivante pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 24 septembre 2020<sup>1</sup>:

Ms Katrin TRUVE (core member)

Legal Adviser

Kesko Senukai Estonia Ltd

Pärnu mnt 102c

EE-11312 Tallinn

Gsm.: + 372 566 87086

Tel.: + 372 625 7509

e-mail: katrin.truve@keskosenukai.ee

- 4. Par conséquent, le Comité des représentants permanents est invité à recommander au Conseil:
  - a) <u>d'adopter</u>, en point "A" de son ordre du jour, <u>la décision du Conseil</u> portant remplacement d'un membre du comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs, <u>dont le texte figure en annexe</u>; et
  - b) de faire <u>publier</u> la décision, pour information, au Journal officiel de l'Union européenne.

8350/19 ms 2 LIFE.1.C

JO C 366 du 10.10.2018, p. 4.

#### DÉCISION DU CONSEIL

du

#### portant remplacement d'un membre

du comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs

#### LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union², et notamment ses articles 23 et 24,

#### considérant ce qui suit:

- (1) Par ses décisions du 28 septembre 2018<sup>3</sup>, du 15 octobre 2018<sup>4</sup>, du 19 novembre 2018<sup>5</sup> et du 18 février 2019<sup>6</sup>, le Conseil a nommé les membres titulaires et les membres suppléants du comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs pour la période se terminant le 24 septembre 2020.
- (2) Un siège de membre titulaire dans la catégorie des représentants des organisations des employeurs est devenu vacant à la suite de la démission de M<sup>me</sup> Helo TAMME.
- (3) Le gouvernement estonien a présenté une candidature pour le siège devenu vacant,

#### A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION.

8350/19 ms 3 LIFE.1.C **FR** 

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> JO L 141 du 27.5.2011, p. 1.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> JO C 366 du 10.10.2018, p. 4.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> JO C 376 du 18.10.2018, p. 9.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> JO C 421 du 21.11.2018, p. 7.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> JO C 67 du 20.02.2019, p. 2.

# Article premier

M<sup>me</sup> Katrin TRUVE est nommée membre titulaire du comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs en remplacement de M<sup>me</sup> Helo TAMME pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 24 septembre 2020.

# Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à ..., le ...

Par le Conseil

Le président

8350/19 ms LIFE.1.C FR